

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUIN 1922.

Projet de loi

approuvant la participation de l'État dans la formation de l'Association sans but lucratif dénommé « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers engagements consécutifs à cette participation (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DESTRÉE.

MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le projet déposé par le Gouvernement et vous en propose l'adoption urgente.

Cette question du Palais des Beaux-Arts est ancienne et a déjà donné lieu à des débats parlementaires. (Voir notamment les séances du Sénat des 30 juillet et 7 septembre 1920, de la Chambre du 6 août 1920.)

Dès 1919, un rapport de M. Verlant, directeur général des Beaux-Arts, exposait d'une manière complète les rétroactes de la question. Nous reproduisons, en annexe, les passages principaux de cet intéressant rapport.

Nul ne conteste qu'il serait hautement désirable d'avoir enfin dans la capitale des locaux convenables pour les auditions musicales et les expositions des arts plastiques. Cette nécessité parut tellement évidente que d'accord avec la Ville de Bruxelles, le Gouvernement fit étudier par l'architecte Horta un projet qui paraissait devoir donner entière satisfaction. Mais le Sénat s'arrêta devant l'objection financière et refusa d'inscrire au budget les crédits indispensables.

Le projet fut repris par l'initiative privée et une association se fonda pour le mener à bien. Elle demanda seulement à l'État de garantir les emprunts qu'elle serait obligée de contracter dans ce but ; le Gouvernement y consentit

(1) Projet de loi, n° 166.

(2) La Commission était composée de MM. Max, président, Anseele, Claes, Colaert, David, De Bue, Destrée, Meysmans et Segers.

et inscrivit au budget de 1924, un crédit de 200.000 francs qui fut voté par le Parlement. On peut donc considérer qu'il y a dès maintenant accord établi sur cette combinaison et le projet actuel ne fait que le confirmer et le réaliser de façon définitive.

Néanmoins, un membre de votre Commission, tout en se déclarant tout à fait rallié au principe du projet, a cru devoir s'abstenir en raison de la situation difficile du Trésor. Il lui a été répondu que le projet soumis à la Chambre n'entraîne pour l'État aucun sacrifice immédiat, qu'il s'agit seulement d'une garantie éventuelle d'intérêts; à supposer que cette garantie doive se réaliser, l'obligation n'en serait que pour des sommes peu importantes échelonnées sur un long terme; qu'à défaut d'apporter cette aide à nos artistes, l'État se trouverait entraîné à devoir les aider autrement; qu'enfin, l'expérience démontrait que rien n'était plus réellement dispendieux que les expédients provisoires.

Au surplus puisque le Président du Conseil, Ministre des Finances, organisateur de la compression des dépenses, a bien voulu agréer le projet, il a semblé à votre Commission qu'il serait excessif de vouloir lui donner des leçons d'économies et fâcheux de retarder plus longtemps la réalisation d'une œuvre souhaitée par tous et touchant à nos intérêts nationaux les plus nobles et les plus dignes de la sollicitude de l'État.

Le Rapporteur,

JULES DESTREE.

Le Président,

AD. MAX.



ANNEXE

Partout, depuis qu'on fait des expositions publiques, les États ou les villes ont créé ou aménagé des lieux d'exposition, mis gratis à la disposition des artistes sans aucune redevance.

Bruxelles est, je crois, la ville du monde la plus déshéritée sous ce rapport. Il y a vingt ans que j'exerce mes fonctions; il y a vingt ans que je le répète sur tous les tons. Mais je n'ai jamais reçu que cette réponse : il n'y a pas d'argent, on verra plus tard.

L'État organisait chaque année avant la guerre une exposition triennale. Chaque fois se posait la terrible question : où l'installer? Jadis, on édifiait des baraques de planches qu'on démolissait après la fermeture. Il y en a eu place du Trône, au petit Sablon, sur l'emplacement de l'ancien palais de Justice. Ce n'était pas beau, c'était insuffisant à tous les points de vue, dangereux aussi, et très coûteux, et chaque fois la dépense était à recommencer.

On prit un jour le parti d'élever un Palais des Beaux-Arts. C'est la belle construction de Balat à front de la rue de la Régence. On y fit quelques expositions, deux triennales si je ne me trompe, on y donna de grandes auditions musicales, ce qui était une erreur, car un local ne peut convenir à la fois à la musique et à la peinture. Puis on désaffecta le palais et on y mit le Musée Ancien. Il était nécessaire de trouver une installation convenable pour le Musée Ancien; mais fallait-il pour cela frustrer les artistes vivants à qui l'on avait enfin accordé ce qu'ils réclamaient depuis toujours?

L'ère des installations provisoires recommença. Depuis longtemps le Salon triennal est établi dans des locaux de bois et de staff, avec plafonds de toile, enfournés dans un des halls du Cinquantenaire, jadis promis aux Musées de ce nom. Cette combinaison nuisait aux Musées; elle ne satisfaisait ni les artistes ni le public, à cause de la distance et du difficile accès; à chaque fois, il fallait réparer, réédifier, remettre en état, et cela coûtait cher et il fallait y songer longtemps d'avance, mobiliser les bâtiments civils, pourvoir à des masses de difficultés imprévues qui n'auraient pas existé si on avait eu un local définitif, adapté à sa destination. De plus, ce local n'est pas chauffable, et il est inaccessible autant qu'inhabitable durant l'hiver, sans parler de l'automne et du printemps.

Bruxelles est la vraie métropole des arts dans le pays; les artistes y sont beaucoup plus nombreux que partout ailleurs. Il devrait y avoir à Bruxelles un Salon annuel, au printemps. Cela n'empêcherait pas l'État de favoriser, de subsidier des expositions dans d'autres villes.

On a fini par admettre cette thèse; seulement, la question du local demeure irrésolue.

On dira qu'elle est résolue en principe par l'adoption du projet dit du *Mont des Arts*. Malheureusement le Mont des Arts, tristement amorcé il y a longtemps déjà, demeure à l'état de projet et dans les circonstances actuelles de resserrement financier, on ne doit pas espérer que les constructions attendues soient construites avant de longues années. Elles doivent fournir des locaux pour les expositions grandes et petites et pour toutes sortes de manifestations d'art; mais ces locaux n'existent encore que sur le papier, et encore les plans n'ont ils jamais pu arriver à maturité.

Cependant les expositions collectives des cercles d'art les plus importants et les plus vivaces se tenaient dans une série de salles empruntées au Musée moderne. Le Musée les réclamait depuis longtemps.

Nous avons depuis longtemps cherché à remplacer les salles du Musée moderne par des salles à créer ailleurs et à mettre à la disposition des groupements. Il a été question d'un arrangement à conclure avec la ville de Bruxelles et le Cercle artistique pour la construc-

tion de salles sur les terrains du Waux-Hall; puis d'une transformation des bâtiments de l'ancien observatoire. Des projets ont été étudiés, et il a fallu payer des honoraires d'architecte en pure perte, car ces projets ont avorté.

Depuis la guerre, nous avons pensé à reprendre le projet du Waux-Hall, l'heureuse situation garantissant le succès des expositions qu'on y organiserait. Nous avons pressenti M. Max, président de la Société des Beaux-Arts et bourgmestre de Bruxelles. Nous lui avons exposé la question dans son ensemble. On lui a écrit notamment : « Le Salon de printemps de la Société Royale des Beaux-Arts s'est vu forcé de réclamer l'hospitalité du Cercle artistique. C'est un moyen de fortune. Il ne pourra être renouvelé. Le Salon se trouve d'ailleurs beaucoup trop à l'étroit au Cercle. D'autre part le palais d'Egmont n'ayant aucune galerie éclairée par lanterneaux ne convient en aucune façon à l'usage de Palais des Beaux-Arts ».

La lettre continue plus loin : « En attendant la construction du Palais du Mont des Arts, des locaux provisoires occupant les emplacements du kiosque et des baraquements du Waux-Hall donneraient aux expositions d'art des emplacements considérables. Le Waux-Hall semblant une institution du passé, je viens vous demander, Monsieur le Bourgmestre, d'étudier la possibilité de reprendre, d'accord avec la ville de Bruxelles, l'examen de ce projet. Il pourrait être aussi étudié une utilisation des vastes terrains en contre-bas de l'hôtel Errera, dont l'accès facile et la situation centrale sont des plus avantageux. Cet emplacement aurait même un avantage sur le Waux-Hall au point de vue de l'éclairage des galeries, les grands arbres de l'enclos du Waux-Hall interceptant la lumière dès que les feuilles ont poussé. »

Le collège a répondu, à la date du 23 juillet 1919, par une lettre que je reproduis tout entière :

« Nous partageons entièrement les préoccupations qui se manifestent dans votre lettre du 11 juillet, et comme vous nous considérons comme très regrettable que les artistes ne disposent pas à Bruxelles d'un local où ils puissent exposer leurs œuvres. Nous souhaitons vivement que le Gouvernement, afin de remédier à cet inconvénient, ne tarde pas davantage à édifier dans cette vue un monument définitif.

» Il nous paraît probable que le terrain édifié en contre-bas de l'hôtel Errera pourrait être affecté à l'exécution de ce monument. Toutefois, il nous serait agréable d'être promptement fixés sur les intentions du Gouvernement à cet égard. Ce terrain représente pour la ville une valeur considérable et nous n'avons pas le droit de laisser plus longtemps improductif un capital de cette importance.

» L'utilisation du Waux-Hall en vue d'une installation provisoire ne nous paraît pas une solution heureuse.

» Comme vous le faites observer avec raison, l'ombre répandue par les arbres obscurcirait en été les salles d'exposition. D'autre part, nous ne pouvons vous laisser ignorer qu'au moment où la guerre a éclaté, la ville de Bruxelles venait d'affecter une somme de 400,000 francs environ à un nouvel aménagement du Waux-Hall avec l'espoir fondé que cet établissement pourrait conserver, grâce à ce sacrifice, la faveur du public bruxellois.

Nous avons donc en vue les éléments d'une solution qui paraît heureuse à la fois au Département des Sciences et des Arts et à la ville de Bruxelles.

L'urgence d'une décision s'est encore accrue de ce fait qu'un des entrepreneurs qui a fourni la majeure partie du bois qui entre dans les locaux du Cinquantenaire exige que les matériaux lui soient restitués, ne voulant pas renouveler la location, à cause de l'augmentation de la valeur du bois. Ces locations sont d'ailleurs très onéreuses. Même s'il était possible de les prolonger, la remise en état des locaux (peintures, tapis, vélums, tentures) entraînerait une dépense qu'on évalue sommairement à plus de 400,000 francs.

1^{er} octobre 1919.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JUNI 1922.

Wetsontwerp

tot goedkenning der deelneming van den Staat aan de oprichting der vereeniging zonder winstgevend doel, genaamd « Paleis der Kunsten, te Brussel », alsmede der verschillende uit deze deelneming voortvloeiende verbintenissen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DESTRÉE.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie heeft het ontwerp van de Regeering onderzocht en stelt u voor het bij hoogdringendheid te willen goedkeuren.

Deze quaëstie van het « Paleis der Kunsten » is van ouden datum en werd reeds in het Parlement behandeld. (Zie daarover de Senaatvergaderingen van 30 Juli en 7 September 1920, de Kamervergadering van 6 Augustus 1920.)

Reeds in 1919, zette de heer Verlant, algemeen bestuurder der Schoone Kunsten, in een verslag deze quaëstie in al haren omvang uiteen. Als bijlage geven wij de voornaamste gedeelten van dit belangwekkend verslag.

Het wordt door niemand betwist dat het hoogst wenschelijk zou zijn in de hoofdstad, eindelijk, over behoorlijke lokalen te kunnen beschikken voor de muziekuitvoeringen en de tentoonstellingen der beeldende kunsten. De noodzakelijkheid daarvan scheen zou in 't oogvallend, dat de Regeering, in overstemming met de stad Brussel, door den bouwkundige Horta een ontwerp deed bestudeeren, dat volkomen voldoening scheen te moeten geven. Doch, de Senaat stuitte tegen de financieele moeilijkheid en weigerde de onontbeerlijke credieten op de begrooting te brengen.

Het ontwerp werd door het privaat initiatief overgenomen en eene vereeniging kwam tot stand om hetzelfde te verwezenlijken. Zij vroeg enkel

(1) Wetsontwerp, n^o 166.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Max, voorzitter, Anseele, Claes, Colaert, David, Debuc, Destrée, Meysmans en Segers.

aan den Staat de leeningen te waarborgen welke zij zou verplicht zijn met dit doel aan te gaan. De Regeering stemde er in toe en bracht op de begrooting voor 1921, een crediet van 200,000 frank, dat door het Parlement werd aangenomen. Men mag dus aanzien, dat van nu af aan overeenstemming heerscht over deze schikking; en het huidige wetsontwerp is daar om dezelve te bevestigen en ze voor goed te verwezenlijken.

Een lid uwer Commissie, dat zich nochtans totaal akkoord verklaarde met het ontwerp, achtte het gepast zich te onthouden wegens den benarden toestand van 's Lands financiën. Hem werd geantwoord : dat het bij de Kamer aanhangige ontwerp van den Staat geen onmiddellijke offers vraagt, dat het enkel eene mogelijke waarborging van interesten betreft; in de veronderstelling dat deze waarborging gegeven wordt, zou de verbintenis slechts gelden voor aanzienlijke sommen over een langen termijn verdeeld; dat, bij gebreke van dezen steun aan onze kunstenaars te geven, de Staat zich zou getrokken gevoelen om ze op eene andere wijze te steunen; dat, eindelijk, de ondervinding heeft bewezen dat niets meer kost dan de voorloopige redmiddelen.

Overigens, daar de Eerste Minister, Minister van Financiën, uitvoerder van de samendrukking der uitgaven, het ontwerp wel heeft willen aannemen, zoo heeft het aan uwe Commissie toegeschenen dat het overdreven zou zijn hem lessen van zuinigheid te willen geven, en dat het ergerlijk ware nog langer te willen wachten met de verwezenlijking van een werk dat door allen gewenscht wordt, en dat verband houdt met de edelste van onze belangen die dan ook de grootste bezorgdheid van den Staat verdienen.

De Verslaggever,

JULES DESTREE.

De Voorzitter,

ADOLPHE MAX.



BIJLAGE.

Sedert men openbare tentoonstellingen inricht, hebben de Staten en de steden overal tentoonstellingsgelegenheden gebouwd of klaargemaakt, en, zonder de minste verbintenis hunnerzijds, kosteloos ter beschikking van de kunstenaars gesteld.

Brussel, geloof ik, is, onder dit opzicht, de meest onterfde stad der wereld. Reeds twintig jaar oefen ik mijne betrekking uit; reeds twintig jaar lang herhaal ik dit op alle tonen. Doch steeds kreeg ik hetzelfde antwoord : Er is geen geld, wij zullen later zien.

Vóór den oorlog, richtte de Staat telken jare een zoogenaamde „ driejaarlijksche „ tentoonstelling in. Iedermaal rees de geduchte vraag : Waar ze onder te brengen ? Eertijds, sloeg men houten barakken ineen, welke na de sluiting weer werden afgebroken. Er hebben er bestaan op de Troonplaats, op den Kleinen Zavel, op de standplaats van het oude Justitiepaleis. 't Was niet schoon, 't was alleszins ontoereikend, zelfs gevaarlijk en zeer kostelijk, en telkens moest de uitgave worden hernieuwd.

Op zekeren dag, besliste men een Paleis der Schoone Kunsten op te richten. 't Is het schoone gebouw van Balat in de Regentiestraat. Men heeft er eenige tentoonstellingen, twee driejaarlijksche naar ik verneem, ingericht; men hield er groote muzikale uitvoeringen, wat verkeerd was, want een lokaal kan tevens niet voor de muziek en voor de schilderkunst dienen. Daarna werd de bestemming van het Paleis veranderd en het Oude Museum er gehuisvest. Het was noodig voor het Oude Museum een betamelijk onderkomen te vinden; doch was het daarom noodig de levende kunstenaars te kort te doen, aan wie men eindelijk had verleend wat zij sedert lang hadden geëischt ?

Het tijdperk van de voorloopige inrichtingen herbegon. Sinds lang is het driejaarlijksch Salon gevestigd in lokalen van hout en staff, met linnenzolderingen, gestoken in een der halls van het Jubeljaar-paleis welke vroeger aan de Jubeljaar-Muzeums waren toegezegd geworden. Deze schikking was schadelijk voor de Muzeums; zij gaf voldoening noch aan de kunstenaars, noch aan het publiek, wegens den afstand en den moeilijken toegang; iedermaal was het noodig herstellingen uit te voeren, opnieuw op te trekken, opnieuw klaar te maken, en dit kostte veel geld en men moest er lang van te voren aan denken, de diensten van de Civiele gebouwen aanspreken, voorzien in een menigte onvoorziene bezwaren welke niet hadden bestaan zoo men een vast en geschikt lokaal had bezeten. Overigens, dit lokaal kon niet verwarmd worden en, in den Winter — zonder te spreken van den Herfst of de Lente, — is het even ontoegankelijk als onbewoonbaar.

Brussel is de ware metropool der Kunsten in het land; de kunstenaars zijn aldaar talrijker dan overal elders. Brussel zou in de Lente, een Jaar-Salon moeten hebben. Dit zou den Staat niet beletten tentoonstellingen in andere steden te bevoordeelen en met toelagen te begiftigen.

Men is er toegekomen deze stelling aan te nemen; de kwestie van het lokaal alleen blijft onopgelost.

Men zal zeggen dat zij in beginsel is opgelost door het aannemen van het ontwerp gezegd van den « Kunstenberg ». Ongelukkiglijk blijft den Kunstenberg, over langen tijd op droevige wijze aangevangen, in staat van ontwerp en in de huidige omstandigheden van financieele inkrimping, moet men er zich niet aan verwachten dat de ontworpen gebouwen vóór lange jaren worden opgericht. Deze moeten lokalen leveren voor de groote en kleine tentoonstellingen en voor allerhande kunstbetoo-

gingen; doch deze lokalen bestaan nog slechts op papier en zelfs konden de plans nooit tot rijpheid geraken.

Nochtans werdende gezamenlijke tentoonstellingen der belangrijkste en bloeiendste kunstkringen gehouden in eene reeks zalen van het Hedendaagsche Muzeum. Het Muzeum eischte dezelve reeds lang terug.

Sinds langen tijd hebben wij gepoogd de zalen van het Hedendaagsche Muzeum te vervangen door elders te vinden zalen welke ter beschikking van groepeerings zouden gesteld worden. Er was sprake van eene schikking te treffen met de stad Brussel en met het « Cercle artistique » om zalen te bouwen op het terrein van de Waux-Hall; vervolgens om het oude Observatorium te hervormen. Ontwerpen werden bestudeerd, en men moest, geheel ten onnutte, honoraria aan bouwkundigen uitkeeren, dewijl deze ontwerpen op niets uitliepen.

Sedert den oorlog hebben wij er aan gedacht het ontwerp van de Waux-Hall te hernemen, daar de goede ligging een waarborg is voor het slagen der daar gehouden tentoonstellingen. Wij hoorden daarover den heer Max, voorzitter van de Maatschappij van Schoone Kunsten, en burgemeester van Brussel. Wij legden hem de quæstie in haar geheel bloot. Men schreef hem namelijk : « Het Lentesalon van de Koninklijke Maatschappij van Schoone Kunsten zag zich gedwongen een onderkomen te vragen aan den Kunstkring. Dat is een noodmiddel. Het zal niet kunnen vernieuwd worden. De Kunstkring is ten andere veel te klein voor het Salon. En daar het Egmontpaleis geen enkele galerij heeft met koepelverlichting, kan het hoegeenaamd niet dienen voor een Paleis van Schoone Kunsten. »

De brief gaat voort als volgt : « In afwachting dat het Paleis van den Kunstenberg gebouwd wordt, zouden voorloopige lokalen, op de plaats van de kiosk en de houten optrekken van de Waux-Hall, ruimschoots plaats schenken voor de kunsttentoonstellingen. Daar de Waux-Hall eene instelling van het verleden is, vraag ik u, Mijnheer de Burgemeester, de mogelijkheid te onderzoeken om, in overleg met de stad Brussel, de studie van dit ontwerp te hervatten. Men zou tevens kunnen onderzoeken of de uitgestrekte gronden tegenaan het hotel Errera, die zoo gemakkelijk zijn te bereiken en in 't midden van de stad liggen, niet kunnen beuutigd worden. Deze plaats heeft zelfs dit voor op de Waux-Hall, dat de verlichting der galerijen beter zou zijn, daar de groote boomen rond de Waux-Hall het licht beletten van zoodra de blaren aan de boomen staan. »

Het college antwoordde op 23 Juli 1919 door volgende brief dien ik in zijn geheel hier overneem.

« Wij deelen heelemaal de bezorgdheid waaraan gij uiting geeft in uw brief van 11 Juli, en evenals gij achten wij het zeer betreurenswaardig dat de kunstenaars te Brussel niet over een lokaal beschikken waar zij hunne werken kunnen tentoonstellen. Wij koesteren den innigen wensch dat de Regeering niet langer wachte, om dien toestand te verhelpen, met het oprichten van een definitief gebouw tot dit doel bestemd.

Ons dunkt dat de grond tegen het hotel Errera tot het oprichten van dit monument zou kunnen gebruikt worden. Het zou ons echter aangenaam zijn zonder uitstel zekerheid te verkrijgen over de inzichten van de Regeering te dien aanzien. Voor de stad heeft deze grond eene aanzienlijke waarde, en wij hebben het recht niet een zoo belangrijk kapitaal nog langer onproductief te laten.

Het schijnt ons een niet gelukkige oplossing de Waux-Hall als voorloopige instelling te willen gebruiken.

Zooals gij het terecht doet opmerken zou de schaduw van de boomen in den Zomer de expositiezalen donker maken. Anderdeels vestigen wij er uwe aandacht op, dat de stad Brussel, toen de oorlog uitbrak, eene som van omtrent 400,000 frank bestemd had voor eene nieuwe inrichting van de Waux-Hall, met de gegronde hoop dat het Brusselsch publiek daardoor zijn voorkeur aan deze inrichting niet zou onttrekken. »

Wij hebben dus de gegevens in 't zicht van eene oplossing die ons gelukkig voorkomt en voor het Departement van Wetenschappen en Kunsten en voor de stad Brussel.

Het treffen van eene beslissing is nog dringender geworden door het feit dat een der ondernemers, die het grootste deel van het hout geleverd heeft voor de lokalen in het Jubelpark, eischt dat de materialen hem teruggegeven worden, daar hij de verhuring niet wil vernieuwen wegens de waardevermeerdering van het hout. Dit huren komt ten andere zeer duur. Zelfs zoo het mogelijk ware de huur te verlengen, zou de herstelling der lokalen (schilderwerk, tapijten, velums, behangsel) eene uitgave vergen die men bij benadering schat op meer dan 400,000 frank.

1 October 1919.

